

Water International

ISSN : (Print) (Online) Page d'accueil du journal : www.tandfonline.com/journals/rwin20

Comment un schéma directeur contribue-t-il à renforcer la gestion des eaux transfrontalières ? Une étude de cas en Afrique de l'Ouest

Miléna Poncin, Andrew Ogilvie, Luc Descroix, Issam Chariag & Clément Balique

Pour citer cet article : Miléna Poncin, Andrew Ogilvie, Luc Descroix, Issam Chariag & Clément Balique (17 avr. 2024) : Comment un schéma directeur contribue-t-il à renforcer la gestion des eaux transfrontalières ? A case study in West Africa, Water International, DOI : 10.1080/02508060.2024.2321785

Pour faire un lien vers cet article : https://doi.org/10.1080/02508060.2024.2321785

Publié en ligne : 17 Apr 2024.

Soumettez votre article à ce journal

Article views : 4

Voir les articles connexes

Voir les données de

Crossmark

Les conditions générales d'accès et d'utilisation peuvent être consultées à l'adresse suivante :
https://www.tandfonline.com/action/journalInformation?journalCode=rwin20

EAU INTERNATIONAL
https://doi.org/10.1080/02508060.2024.2321785

Routledge
Taylor & Francis Group

ÉTUDE DE CAS

Check for updates

Comment un schéma directeur contribue-t-il à renforcer la gestion des eaux transfrontalières ? Une étude de cas en Afrique de l'Ouest

Miléna [Poncina], Andrew Ogilvie [b], Luc Descroix [c], Issam [Chariagd] et Clément [Baliquea]

[a] BRL ingénierie, Nîmes, France ; [bG-EAU], AgroParisTech, BRGM, Cirad, INRAE, Institut Agro, IRD, Univ Montpellier, Montpellier, France ; [cIRD], UMR PALOC IRD/MNHN, Paris, France ; [dUNCDF] - United Nations Capital Development Fund, Dakar, Sénégal.

RÉSUMÉ

Le premier plan directeur de l'Organisation pour le développement du bassin du fleuve Gambie (OMVG) a été récemment co-construit par le biais d'une vaste consultation, d'ateliers participatifs et d'une modélisation hydro-économique. Les parties prenantes et les experts régionaux ont élaboré des plans sectoriels reflétant les priorités nationales et ont défini cinq scénarios de développement. La modélisation participative a permis, par itération, de convenir d'un sixième scénario de compromis capable d'irriguer 64 000 ha, de produire 4180 GWh/an d'énergie hydroélectrique tout en satisfaisant aux exigences de faible débit pour maintenir les services écosystémiques. Associé à une formation continue sur la modélisation de l'eau, le développement de ce plan directeur a permis d'améliorer les connaissances régionales sur les ressources en eau et de soutenir l'OMVG dans sa capacité à prendre des décisions éclairées en matière d'allocation et de gestion de l'eau.

HISTORIQUE DE L'ARTICLE
Reçu le 29 juillet 2023
Accepté le 19 février 2024

MOTS CLÉS
GIRE ; eaux transfrontalières ; OMVG ; planification de bassin ; changement climatique ; coopération multisectorielle ; Afrique de l'Ouest

L'objectif initial du plan directeur

L'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG) est une organisation sous-régionale créée en 1978 par la Gambie et le Sénégal, rejoints en 1981 par la Guinée et en 1983 par la Guinée-Bissau. Elle vise à promouvoir le développement économique, social et culturel de la région par "l'exploitation rationnelle et harmonieuse des ressources partagées des bassins des fleuves Gambie, Kayanga-Geba et Koliba-Corubal" (OMVG, 1978).

Ces trois bassins fluviaux définissent les limites de la zone OMVG et couvrent 118 000 km² partagés entre les quatre Etats membres (Figure 1). La population totale de la zone des bassins est estimée à environ 4,1 millions d'habitants, soit 12 % de la population totale des quatre États membres de l'OMVG. Pour répondre aux défis et aux opportunités transfrontaliers dans la zone OMVG, les missions de l'OMVG sont de promouvoir l'autosuffisance énergétique et alimentaire, d'accélérer le développement économique, de renforcer la résilience des États membres face au changement climatique, de garantir de meilleures conditions de logement et d'améliorer la qualité de vie de la population dans la zone OMVG, ainsi que d'améliorer la qualité de vie de la population dans la région.

maintenir les revenus et préserver l'équilibre des écosystèmes.

Jusqu'en 2023, l'OMVG n'avait pas de plan directeur malgré la nécessité d'un document de planification commun pour favoriser une coopération plus étroite entre les États membres de l'OMVG en vue d'une gestion coordonnée des cours d'eau transfrontaliers

partagés. Plus précisément, un tel plan directeur est une condition préalable catalytique pour un financement efficace des projets transfrontaliers.

CONTACT Miléna Poncin milena.poncin@brl.fr
2024 Association internationale des ressources en eau

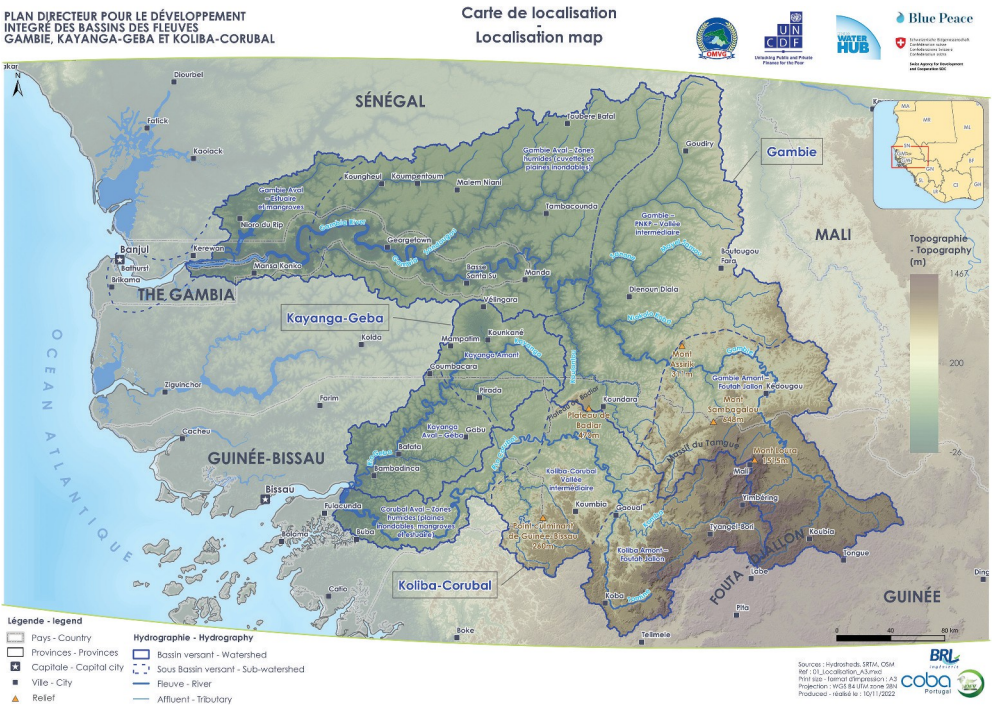


Figure 1. Les trois bassins fluviaux de l'OMVG.

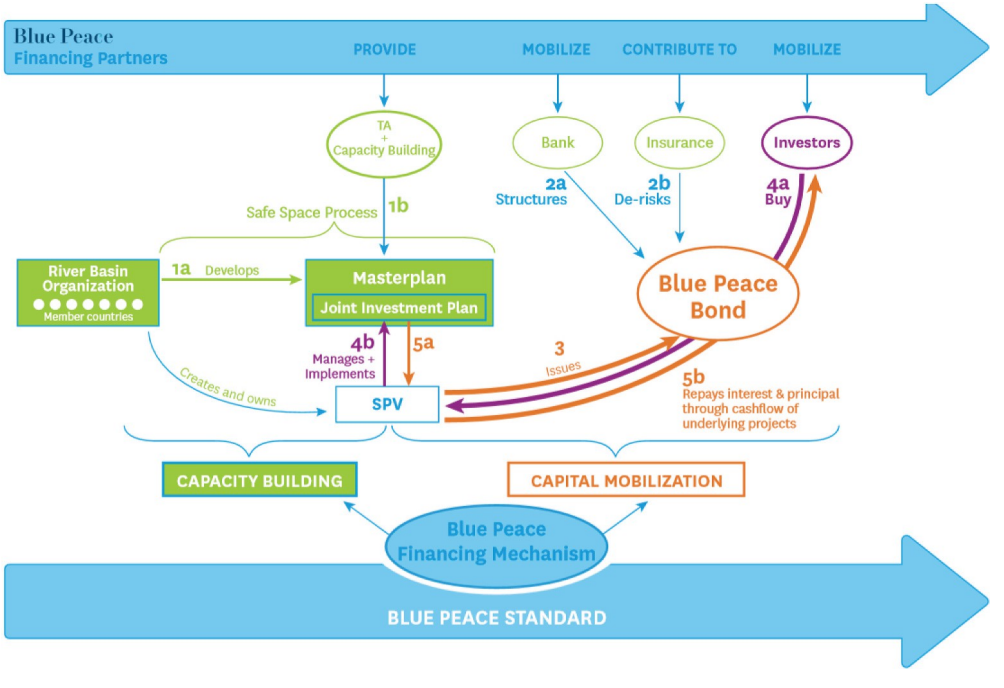


Figure 2. L'initiative de financement de la paix bleue (FENU, 2023).

L'OMVG est en effet engagée dans de grands projets structurants et ses ressources financières proviennent principalement des contributions de ses quatre Etats membres. Les mécanismes de financement du développement s'adressent principalement aux Etats souverains et il n'existe pas d'instrument financier capable de canaliser des fonds directement vers l'entité supranationale non souveraine qu'est l'OMVG. Le mécanisme de financement existant pour l'OMVG est lent et donne lieu à un réseau complexe de contrats et de conditionnalités, ce qui le rend inefficace.

Pour aider des entités telles que l'OMVG à surmonter ces difficultés, l'Agence suisse pour le développement et la coopération et le Fonds d'équipement des Nations unies ont mis au point le mécanisme de financement Blue Peace (FENU, 2023), une innovation destinée aux entités non souveraines qui cherchent à créer un environnement favorable et de nouveaux instruments de financement en utilisant l'eau comme point d'entrée pour une coopération transfrontalière plus solide (figure 2). Pour mettre en œuvre ce mécanisme de financement, l'OMVG a besoin d'un document de planification commun associé à des plans d'investissement transfrontaliers et multisectoriels couvrant les trois bassins sous sa juridiction (FENU, 2021).

Un processus de co-construction aux multiples avantages

Le plan directeur de développement intégré ("Masterplan") a été élaboré sur deux ans jusqu'en 2023 pour guider le développement stratégique transfrontalier des trois bassins fluviaux de l'OMVG au cours de la période 2023-2040. Il s'agit d'un plan multisectoriel visant à concilier les différentes utilisations de l'eau en fonction des priorités des États membres, tout en renforçant la résilience climatique des bassins : poursuivre le développement de l'agriculture et de l'hydroélectricité, établir une meilleure connectivité et un meilleur accès aux services de base, et créer de nouvelles opportunités économiques pour les communautés riveraines tout en respectant les besoins environnementaux.

Pour ce faire, la première étape a consisté à réaliser un diagnostic des principaux défis et opportunités transsectoriels dans les bassins fluviaux. Les principaux problèmes transfrontaliers sont mis en évidence dans la figure 3. Pour cette étape, ainsi que pour la planification sectorielle, la modélisation de l'allocation de l'eau et les projets transsectoriels de

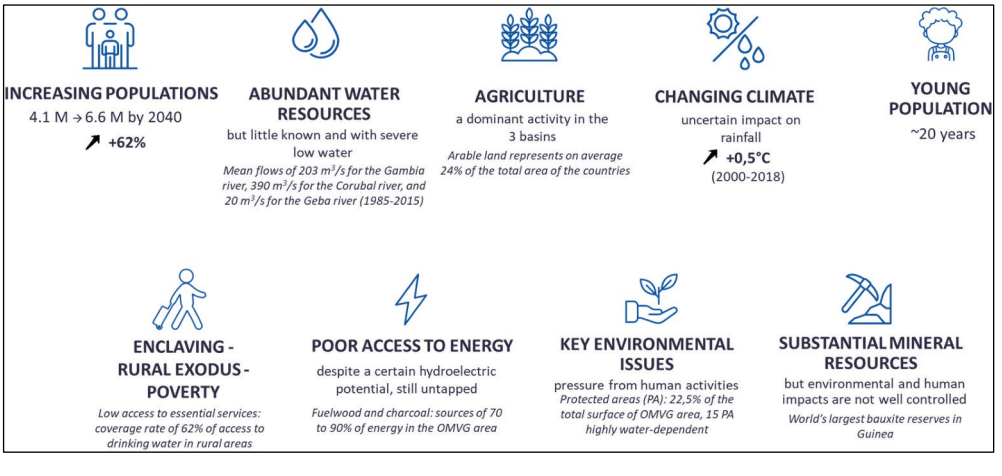


Figure 3. Défis et opportunités dans la zone OMVG.

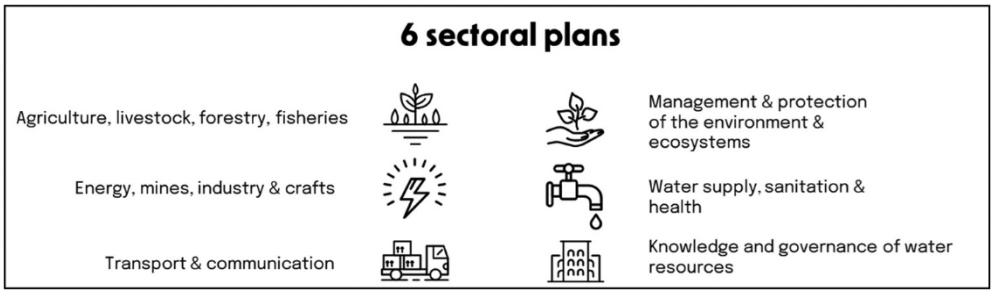


Figure 4. Les six plans sectoriels élaborés dans le cadre du processus de rédaction du Masterplan.

Dans le cadre de la planification des investissements, des consultations ont été menées à trois échelles différentes pour assurer la co-construction du plan directeur : locale, nationale et régionale.

Le diagnostic a alimenté le développement de six plans sectoriels avec l'identification des potentiels de développement dans les secteurs clés identifiés dans la figure 4. À partir de ces plans sectoriels, un ensemble de cinq scénarios initiaux de gestion et de développement des ressources en eau ("scénarios de développement") a été proposé aux quatre États membres afin d'évaluer les impacts sur la mobilisation des ressources en eau.

Cartographie participative

La figure 5 montre un exemple de travail de groupe réalisé lors d'un atelier régional à Dakar, en novembre 2021, au cours duquel les parties prenantes ont été invitées à identifier sur une carte les points chauds en matière de pollution. Des groupes de parties prenantes, parlant jusqu'à trois langues différentes, ont dû travailler ensemble pour enrichir les cartes de l'évaluation transfrontalière.

Le Masterplan, un outil pour créer des échanges **:** le caractère transfrontalier du Masterplan a créé une dynamique pour que les acteurs des trois bassins puissent se rencontrer et discuter de leur territoire commun, et ainsi créer une base commune de compréhension qui constitue un fondement solide pour la planification future.

Dialogue entre modélisation et consultation

Chaque scénario de développement proposé (tableau 1) était composé d'une combinaison de différents niveaux de développement pour chaque secteur lié aux ressources en eau (tableau 2) : eau potable, navigation, élevage, irrigation, débit environnemental cible, hydroélectricité, pêche et exploitation minière et industrie :

(1) La situation actuelle - la situation de référence.
(2) Trois situations résultant d'un développement équilibré de l'irrigation et de l'hydroélectricité - scénarios 1 (faible développement), 4 (développement modéré) et 5 (développement ambitieux).
(3) Deux situations résultant d'un développement maximal d'un secteur spécifique - scénarios 2 (irrigation) et 3 (hydroélectricité).

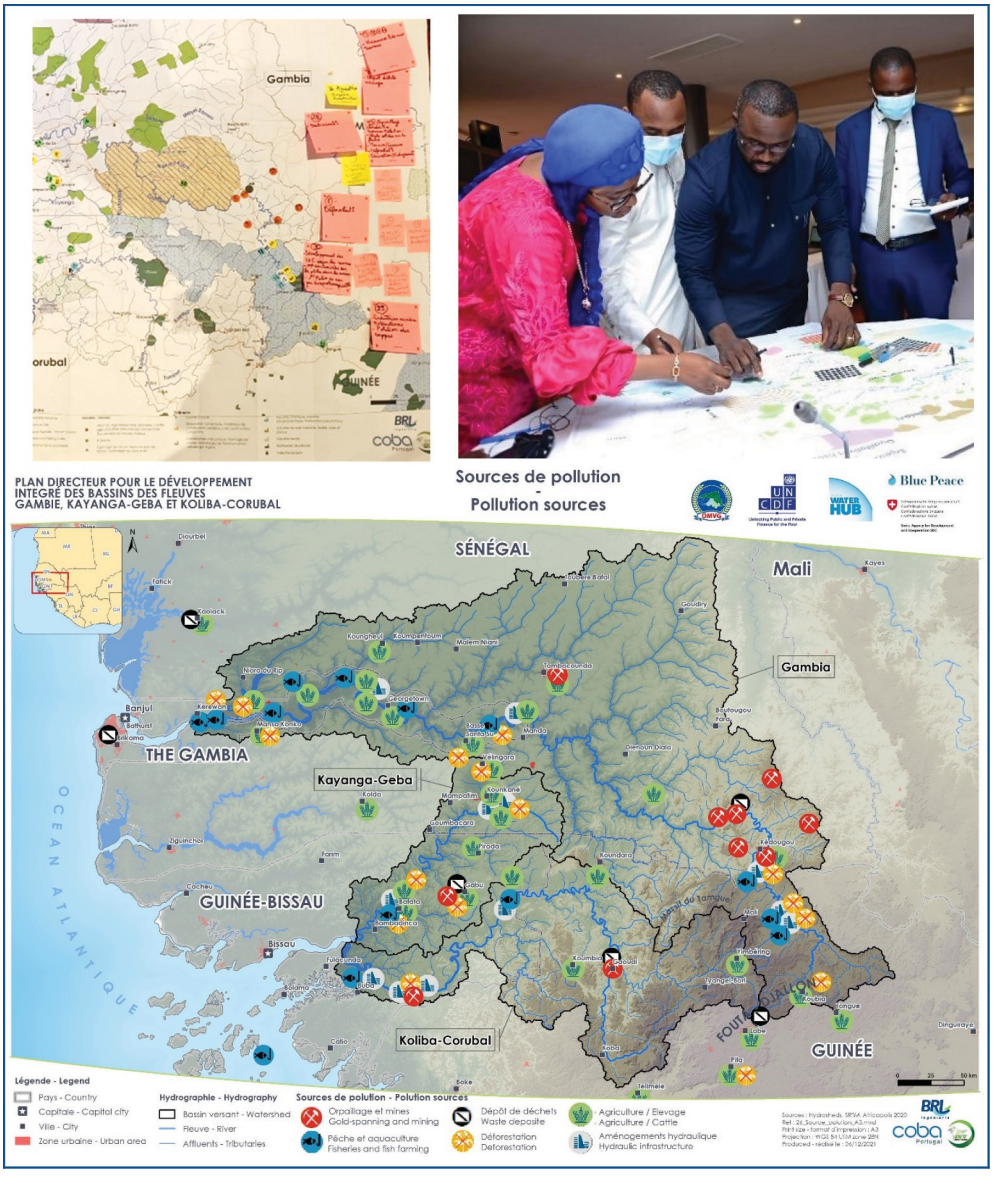


Figure 5. Cartes avec les contributions des parties prenantes (en haut à gauche) et le résultat consolidé (en bas), et photo des parties prenantes de l'OMVG (en haut à droite).

Chaque scénario a également été testé avec cinq scénarios de changement climatique représentatifs de l'éventail des changements climatiques possibles à moyen et long terme. L'objectif était de comparer les scénarios de développement des ressources en eau avec un panel de scénarios de changement climatique contrastés afin de s'assurer que les scénarios de développement possibles étaient effectivement des stratégies d'adaptation aux impacts anticipés du changement climatique.

Tableau 1. Niveaux de développement sectoriel.

Gestion intégrée des ressources en eau et scénarios de développement	CS	S1	S2	S3	S4	S5	S6
Eau potable							
Demande en eau (Mm /an)³	63	116					
Population desservie (habitants)	2 567 640 (62%)	5 910 512 (100%)					
Transport							
Voies navigables (kms, toute l'année)	- Fleuve Gambie : 300 km - Rivière Koliba-Corubal : 200 km - Rivière Kayanga-Geba : 200 km	- Fleuve Gambie : 300 km - Rivière Koliba-Corubal : 200 km - Rivière Kayanga-Geba : 200 km					
Unités de navigation (transport de passagers et de marchandises)	Pas d'enquête	CS + 90 (30 unités/rivière)					
Élevage du bétail							
Demande en eau (Mm /an)³	56	106					
Tête de bétail	9 805 148	19 921 837					
Agriculture							
Irrigation - Besoins en eau (Mm³ /an)	51	156	2 278	156	809	2 278	809
Irrigation - Superficies irriguées en double culture (ha)	4 601	16 841	211 186	16 841	72 545	211 186	72 545
Hydroélectricité							
Barrages	Kaléta et Souapiti	CS + Sambangalou	CS + Sambangalou + [Campossa pour l'irrigation].	CS + Sambangalou, Saltinho, Digan, Kourawel, Fellou Sounga	CS + Sambangalou + [Campossa pour l'irrigation].	CS + Sambangalou, Saltinho, Digan, Kourawel, Fellou Sounga + [Campossa pour l'irrigation].	CS + Sambangalou, Saltinho, Digan, Kourawel, Fellou Sounga + [Campossa pour l'irrigation].
Capacité totale de stockage (Mm)³	-	4 294	4 294	6 836	4 294	6 836	6 836
Capacité totale installée (MW)	690	818	818	1 162	818	1 162	1 162
Environnement							
Débit d'objectif environnemental - été	Non	Fleuve Gambie : - Kédougou : 5 m3/s - Simenti : 9 m3/s - Gouloumbou : 15 m3/s Rivière Koliba-Corubal : - En aval de Gaoual : 15 m3/s Rivière Kayanga-Geba : - En aval du confluent : 2 m3/s - Sonaco Aval : 2 m3/s					
Objectif environnemental Débit - Inondation	Non	Fleuve Gambie : - En aval de Sambangalou : 175 m3/s en juillet, 250 m3/s en août et 130 m3/s en septembre. Rivière Koliba-Corubal : - En aval de Gaoual : 160 m3/s en août et septembre Rivière Kayanga-Geba : - Sonaco Aval : 4 m3/s					
Exploitation minière et industrie							
Demande d'eau minière (Mm /an)³	60	301					

Tableau 2. Scénarios de gestion intégrée des ressources en eau.

Gestion intégrée des ressources en eau et scénarios de développement	Services essentiels				Production alimentaire						Environnement							
	boisson l'eau		Transport du		bétail l'élevage		Agriculture Exploitation minière et								Hydroélectricité		Pêche l'industrie	
	0	1	0	1	0	1	0	1	2	3	0	1	0	1	2	0	1	0	1
Situation actuelle du CS																			
1 Amélioration de la situation actuelle																			
2 Scénario axé sur l'irrigation - Maximum potentiel																			
3 - Scénario axé sur l'hydroélectricité Potentiel maximal																			
4 Irrigation intermédiaire + scénario hydroélectricité																			
5 Irrigation ambitieuse + scénario hydroélectricité																			
6 Scénario de compromis																			

Afin de comparer les scénarios, une série d'exercices de modélisation a été entreprise :

(1) Modélisation hydrologique du ruissellement pluvial dans les condi- tions climatiques actuelles et futures à l'aide du modèle GR (Perrin et al., 2003 ; Coron et al., 2017) et des sorties à échelle réduite des modèles climatiques régionaux CORDEX-CMIP5.
(2) Évaluations des utilisations de l'eau et des demandes en eau (dans le climat actuel et futur) dans Excel©.
(3) Planification intégrée des ressources en eau à l'aide du modèle WEAP (Water Evaluation And Planning) (Yates et al., 2005) : modélisation de l'impact des scénarios de développement sur l'allocation des ressources en eau dans le bassin dans les conditions climatiques actuelles et futures. Génération de plusieurs indicateurs (débit, niveau d'eau, surface irriguée, production d'hydroélectricité et stockage dans les réservoirs) pour chaque scénario (32 combinaisons).
(4) Modélisation socio-économique : les données sur les impacts des utilisations de l'eau (quantité et qualité) et les données socio-économiques ont permis d'obtenir des indicateurs tels que le ratio coûts-avantages, le taux de rendement interne et la valeur actuelle nette dans Excel©.
(5) Contribution basée sur Excel© au modèle de sécurité alimentaire et à l'estimation des changements dans la couverture forestière.

Le modèle WEAP a été conçu pour donner la priorité à l'approvisionnement en eau potable et aux besoins en eau du bétail sur la base des projections de 2040, de sorte que les résultats des scénarios prospectifs se sont concentrés sur leurs impacts sur l'irrigation, l'hydroélectricité et les débits en aval (y compris les objectifs environnementaux) pendant les hautes et basses eaux.

Un ensemble d'indicateurs hydrologiques, socio-économiques et environnementaux définis avec les parties prenantes et les outils utilisés pour les estimer ont été présentés lors d'ateliers nationaux et régionaux afin de permettre aux États membres de choisir leur scénario de développement préféré.

Le 6e scénario : une option de compromis pour parvenir à un accord

Sur la base des résultats des cinq scénarios, les quatre Etats membres ne se sont pas mis d'accord sur un scénario préféré : deux ont choisi le scénario 4 pour sa plus grande robustesse de la satisfaction de la demande en eau aux impacts du changement climatique et son niveau plus modéré d'investissement requis (1,06 milliards USD pour le scénario 4 vs. 2,76 milliards USD pour le scénario 5 - en climat historique).76 milliards USD pour le scénario 5 - en climat historique) ; tandis que deux autres pays ont préféré le scénario 5 pour ses résultats économiques et de développement attrayants (64 200 ha de zones irriguées dans le scénario 4 contre 157 300 ha dans le scénario 5 ; 3360 GWh/an de production d'énergie hydroélectrique dans le scénario 4 contre 4170 GWh/an pour le scénario 5 - en climat historique).

Au cours d'une série de réunions bilatérales avec chaque Etat membre (Figure 6), la nécessité d'un scénario de compromis est apparue. Ce scénario (tableau 2) est basé sur l'ambition du scénario 5 en matière d'hydroélectricité (c'est-à-dire un développement ambitieux avec la construction de quatre infrastructures hydroélectriques), et sur un niveau de développement de l'agriculture irriguée équivalent à celui du scénario 4 (ambition modérée de 72 500 ha).

Les résultats montrent (figure 7) que le changement climatique a très peu d'influence sur les zones irriguées et la production hydroélectrique dans le scénario de référence et le scénario 1, comme dans le scénario de référence.

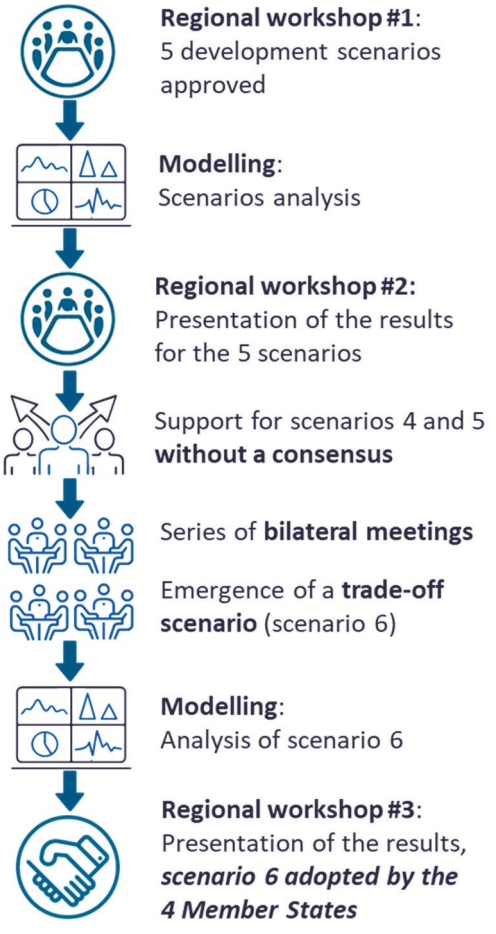


Figure 6. Le processus de sélection des scénarios de développement : un processus itératif entre la modélisation et la consultation.

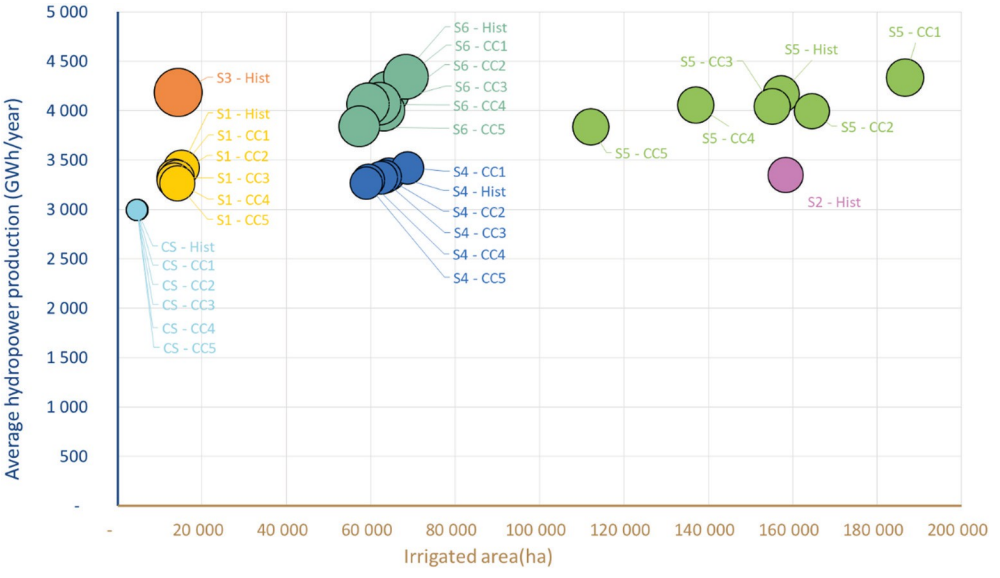


Figure 7. Production moyenne d'énergie hydroélectrique (GWh/an) par rapport aux superficies irriguées (ha), satisfaite à 100% 4 années sur 5. Chaque scénario de développement est représenté par une couleur, et les cinq conditions climatiques futures sont nommées CC1 à CC5. Le terme "Hist" désigne le climat historique. La taille des cercles est liée à la valeur du rapport bénéfices/coûts de chaque scénario.

le scénario 4. Le scénario 5, quant à lui, est le plus affecté par le changement climatique, avec une forte dispersion horizontale et verticale. Le scénario 6 reste influencé par le changement climatique en termes de production hydroélectrique (forte dispersion verticale) mais moins en termes d'irrigation (faible dispersion horizontale).

L'analyse du scénario 6 (tableau 3) a montré qu'il équilibre l'hydroélectricité, l'irrigation et la navigation, et qu'il respecte les débits cibles à l'étiage et en crue, avec des résultats robustes face aux impacts du changement climatique. Sa sélection a donc été approuvée lors d'un troisième atelier régional.

Même si c'est le scénario de compromis qui a été choisi en 2023, les États membres peuvent toujours décider de modifier leur trajectoire de développement en fonction des priorités de développement et des conditions climatiques qui peuvent changer au fil du temps. La figure 8, conçue comme une carte de l'adaptation climatique, explique les liens entre les scénarios et les trajectoires de développement possibles à court, moyen et long terme. Cette cartographie des trajectoires possibles permet d'identifier des liens et des passerelles entre ces scénarios, ce qui ouvre la voie à la définition d'une logique d'intervention pour le Masterplan.

Le Masterplan, un outil destiné à améliorer la coopération et à renforcer l'expertise sur les sujets liés à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) : le processus de sélection a montré un fort niveau d'engagement de la part des États membres et une grande interaction entre la modélisation et la gestion des ***ressources en eau.***

Tableau 3. Comparaison des résultats des trois indicateurs dans le climat historique.

Résultat - climat historique	Scénario 4	Scénario 5	Scénario - compromis
Irrigué (ha)	64,200	157,300	64,000
Production d'hydroélectricité (GWh/an)	3,360	4,170	4,180
Coût global du scénario* (millions d'USD)	1,065	2,757	1,824

*Le coût global du scénario ne comprend que les mesures quantitatives.

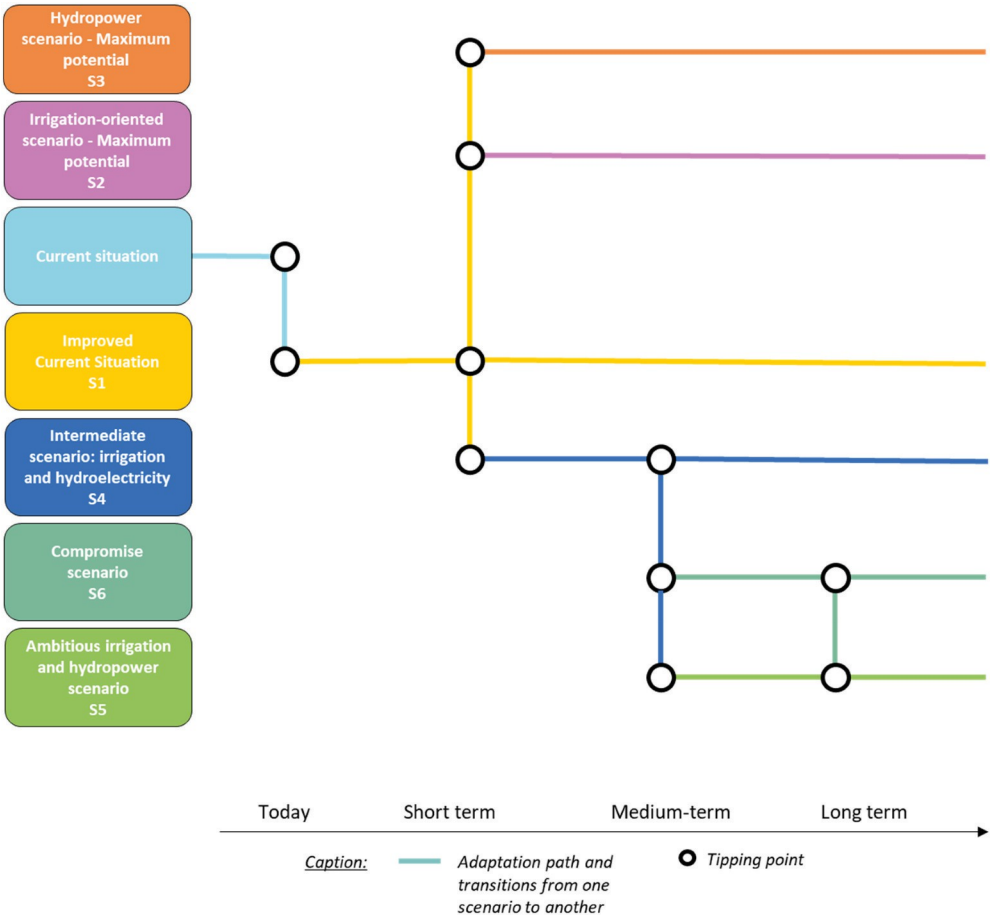


Figure 8. Voies de développement à court, moyen et long terme.

la concertation. Elle a permis aux acteurs de renouveler leur vision du développement des bassins et a renforcé la coopération en offrant des occasions régulières de discussion.

Ce fut également une excellente occasion de consolider les connaissances sur la GIRE, l'allocation des ressources en eau, le fonctionnement des bassins et l'interconnexion des usages, le compromis entre le développement économique et les impacts du changement climatique, et la façon dont les exercices de modélisation peuvent alimenter la planification stratégique. Le choix de l'OMVG et de ses Etats membres montre qu'ils ont pris en compte les défis du changement climatique et les impacts possibles sur la gestion des ressources en eau.

Formation sur les outils de modélisation et appropriation des bilans besoins/ressources Lors du processus de sélection des scénarios, un programme de formation sur les outils de modélisation développés dans le cadre de l'élaboration du Masterplan a été mis en place pour les futurs utilisateurs des outils (Haute Commission de l'OMVG et unités nationales). Cette formation visait à renforcer les compétences des acteurs sur les concepts hydrologiques et économiques, les outils de modélisation et les notions de GIRE.

Par exemple, pour aider les acteurs à comprendre les enjeux de la gestion quantitative des ressources en eau dans la zone OMVG, la méthode d'animation Leg'eau[1] a été

proposée



Quantities		Colors		
	1 Lego brick (1 block) = 25 Mm³		Blue	Water resources
	1 Lego brick (2 block) = 50 Mm³		White	Domestic and Cattle Uses
	1 Lego brick (4 block) = 100 Mm³		Green	Agricultural Uses
	1 Lego brick (6 block) = 150 Mm³		Pink	Regulation capacity
	1 Lego brick (8 block) = 200 Mm³		Orange	Environmental flows
			Red flag	Reference gauging stations

Figure 9. Appropriation des questions quantitatives sur les ressources en eau lors de la formation à Dakar, novembre 2022.

pendant la formation (figure 9). Cette méthode utilise des briques Lego® pour représenter les ressources en eau et leurs usages. Une carte montrant le réseau hydrologique, les principaux bassins et sous-bassins, les principaux usages de l'eau et les principales infrastructures existantes a été mise à la disposition des parties prenantes, ainsi qu'un jeu de briques Lego® symbolisant les ressources en eau et leurs usages. Les parties prenantes ont été invitées à symboliser les équilibres besoins-ressources pour la situation actuelle et pour les cinq différents scénarios de développement.

Cette approche permet de visualiser la ressource en eau disponible, aujourd'hui et à plus long terme, et la part relative des prélèvements pour les usages domestiques et le bétail, l'irrigation ou les flux d'hydroélectricité en fonction du scénario choisi. Elle montre également ce qu'implique l'introduction de débits environnementaux. Cette méthode permet aux acteurs de s'approprier les

les résultats des analyses hydrologiques et socio-économiques, et appréhender les enjeux de la gestion quantitative.

Le Masterplan, une opportunité pour améliorer le processus de prise de décision pour la gestion de l'eau : la co-construction du Masterplan a permis de renforcer les capacités des acteurs sur la GIRE, et donc d'assurer une meilleure gestion des ressources en eau, avec une compréhension plus profonde de l'interconnexion des usages. Par exemple, il donne les clés aux gestionnaires des ressources en eau pour maîtriser le processus de prise de décision afin d'autoriser ou non les prélèvements d'eau.

Impacts à long terme sur la gestion des eaux transfrontalières

Chiffres clés du plan directeur

Le scénario de compromis a ensuite été utilisé pour élaborer le plan directeur et ses plans d'investissement conjoints (JIP). Quelques chiffres clés des ambitions du plan directeur sont présentés à la figure 10.

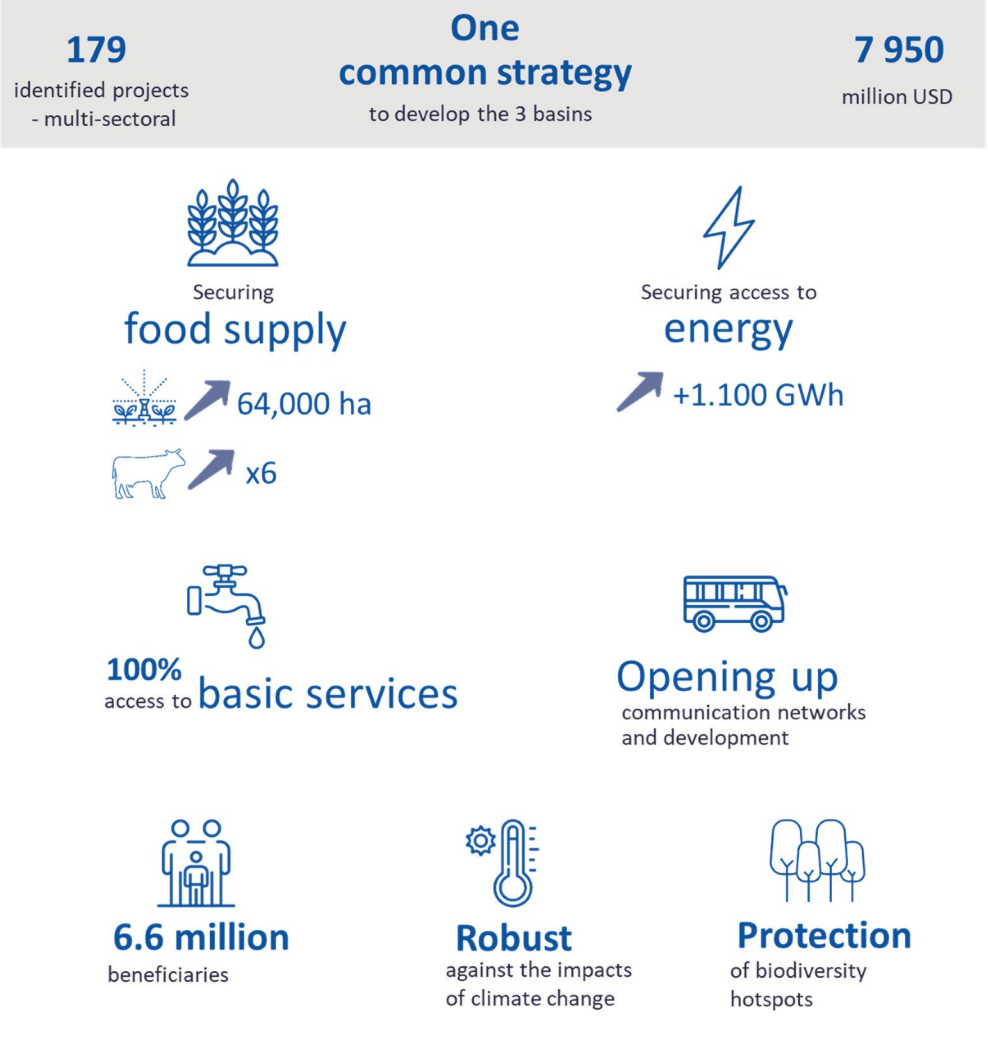


Figure 10. Chiffres clés du plan directeur intégré.

Le Masterplan, un outil pour accélérer le développement durable et lutter contre la pauvreté : en identifiant les projets ayant un impact sur la gestion des ressources en eau, le Masterplan met également l'accent sur des projets visant à lutter contre la pauvreté, à augmenter la production agricole et énergétique et à améliorer les conditions de vie des populations dans les bassins.

Amélioration de l'accès au financement

Le plan directeur contient 179 mesures, qui ont été réparties en trois plans d'investissement conjoints (JIP), présentés dans la figure 11. Les mesures prioritaires constitueront le premier plan d'investissement conjoint jusqu'en 2030. Les mesures à moyen terme seront programmées pour 2035 et les mesures à plus long terme pour 2040.

Le plan directeur, une clé pour débloquer des fonds pour des projets transfrontaliers : en structurant la stratégie de planification, le plan directeur aide à mobiliser des investissements. Les JIP sont des ensembles cohérents de mesures, combinant des mesures économiques avec des mesures environnementales ou sociales, et créant ainsi des paquets d'actions attrayants pour les partenaires techniques et financiers. Cette structure permet de canaliser les fonds et de s'assurer que les mesures moins attrayantes sur le plan économique sont toujours financées. Le plan directeur et ses JIP aideront également l'OMVG à poser sa candidature au programme de financement Blue Peace et à débloquer ainsi l'accès au financement pour les grands projets transfrontaliers.

Il convient de noter que le Masterplan est la première étape d'un processus plus long, et qu'il sera suivi d'une assistance technique consacrée au renforcement des capacités de l'OMVG et d'un examen juridique et institutionnel, entre autres activités (FENU, 2023). Cela permettra de s'assurer que le Masterplan est réellement pris en main et que l'OMVG va au bout de ses projets de développement des bassins transfrontaliers.

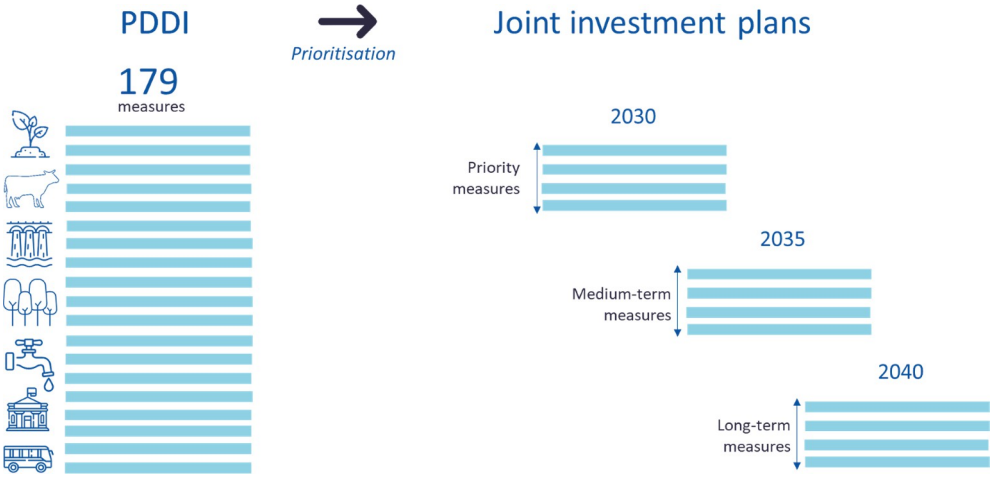


Figure 11. Hiérarchisation des mesures dans trois plans d'investissement conjoints.

Conclusion

Un schéma directeur de bassin fluvial intégré est plus qu'un simple outil de planification. Lorsqu'il est co-construit avec les acteurs du bassin, il peut être un outil puissant pour accroître la coopération, le renforcement des capacités, la compréhension holistique du bassin et des principes de la GIRE, et pour améliorer l'accès au financement. Cette initiative visant à définir le schéma directeur de l'OMVG a mis en évidence la forte implication des Etats membres et de l'organisme de bassin et a renforcé le rôle de l'organisme de bassin dans la gestion des eaux transfrontalières.

Note

1. Cette méthodologie a été développée par le BRli il y a 10 ans. Elle est régulièrement mise en œuvre dans divers contextes hydrologiques à travers le monde.

Remerciements

La préparation du Masterplan a été menée en 2021-2023 par un consor- tium BRLi-COBA-Idev, avec le soutien de l'Institut national de recherche pour le développement durable (IRD). Ce processus a été commandé par le Haut Commissariat de l'OMVG. Le développement du Masterplan s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Blue Peace gérée par le FENU (Lot-1), en partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Outre le travail des auteurs, l'élaboration du Masterplan, et donc de cet article, a été rendue possible grâce au travail de Thomas Giovagnoli et Julien Verdonck de BRLi, et de Nassirou C. Touré du Secrétariat de l'OMVG.

Déclaration de divulgation

Aucun conflit d'intérêt potentiel n'a été signalé par les auteurs.

ORCID

Andrew Ogilviehttp://orcid.org/0000-0003-2604-3191 Luc Descroixhttp://orcid.org/0000-0001-6477-1195

Références

Coron, L., Thirel, G., Delaigue, O., Perrin, C., & Andréassian, V. (2017). La suite de modèles hydrologiques lumped GR dans un package R. *Environmental Modelling and Software*, *94*, 166-171. https://doi.org/10.1016/j.envsoft.2017.05.002

OMVG. (1978). *Convention instituant l'*OMVG. https://www.omvg.org/

Perrin, C., Michel, C., & Andréassian, V. (2003). Amélioration d'un modèle parcimonieux pour la simulation du débit des cours d'eau. *Journal of Hydrology*, *279*(1-4), 275-289. https://doi.org/10.1016/S0022- 1694(03)00225-7

FENU. (2021). Lot 1, Lot 2 et Lot 3 des termes de référence du FENU. *Pour le plan directeur du bassin du fleuve Gambie , l'assistance technique et l'examen juridique de l'organisation de développement du bassin du fleuve Gambie.*

FENU. (2023). *Blue peace financing initiative.* https://www.uncdf.org/blue-peace-financing-initiative

Yates, D., Sieber, J., Purkey, D. R., & Huber-Lee, A. (2005). WEAP21 - Un modèle de planification de l'eau axé sur la demande, les priorités et les préférences : Part 1, model characteristics. *Water International*, *30* (4), 487-500.